



## manifestations les samedis 16 et 30 janvier 2021

La coordination nationale #StopLoiSécuritéGlobale donne rendez-vous aux défenseur·se·s des libertés à de nouvelles Marches des libertés, **samedi 16 janvier**, partout en France, avant un grand rassemblement national, **samedi 30 janvier, à Paris**.

D'ici là, nous appuierons les actions qui ont pour objectif le retrait des articles 21, 22 et 24 de la proposition de loi dite « Sécurité globale », le retrait du Schéma national du maintien de l'ordre (SNMO) et de toute autre disposition élargissant la surveillance de masse ou faisant reculer le droit à l'information.

Depuis le premier rassemblement organisé le 17 novembre devant l'Assemblée nationale, la coordination n'a cessé de s'élargir. Formée à l'initiative des quatre principaux syndicats de journalistes et de la Ligue des droits de l'Homme, elle comprend aujourd'hui des associations ou collectifs représentant les métiers de la presse et des médias, des confédérations syndicales et aussi des organisations œuvrant dans le domaine de la justice, des libertés numériques, de la défense de l'environnement ou contre les violences policières et leur impunité.

Malgré une mobilisation de très grande ampleur (500 000 manifestant·e·s en France, le 28 novembre), déployée dans un contexte d'état d'urgence sanitaire et de confinement, le gouvernement et les parlementaires se sont contentés d'effets d'annonce s'agissant de la réécriture de l'article 24 de la proposition de loi « Sécurité globale ». Texte que le Sénat semble vouloir fusionner avec l'article 18 du projet de loi « confortant les principes républicains », précédemment nommée « contre le séparatisme ».

Ni la commission Delarue sur les rapports entre journalistes et forces de l'ordre ni le « Beauvau de la sécurité » ne sauront nous détourner de notre objectif.

Par ailleurs, notre opposition aux dispositifs de surveillance généralisée instaurés par les drones et les caméras piétons, ou à la sélection des journalistes instaurée par le nouveau SNMO n'a pas été entendue. Des décrets parus en décembre étendent les possibilités de fichage aux groupements et notamment aux opinions politiques ou syndicales, aux comportements et habitudes de vie...

**Tant que ces textes liberticides ne seront pas abandonnés, nous défendrons sans relâche nos libertés.**

Agents d'Est Ensemble, retrouvons-nous derrière le ballon CGT  
le samedi 16 janvier à 14h  
Paris – Place Félix Eboué - Métro Daumesnil  
Plus d'infos sur : [cgtestensemble.blog](http://cgtestensemble.blog)